

Communauté (rue de la)

Type de site : voirie

Précisions de localisation géographique :

La "rue de la Communauté" joint la "rue de Tiffauges" à la "rue du Vieux Couvent".

Cadastré Napoléonien (1814) : Section A

Cadastré Moderne (2010) : Section AH



L'ancienne demeure des Baudry d'Asson puis, après 1803, d'Augustin-Moïse Auvynet, et qui accueillit entre 1814 et 1817 la première communauté de sœurs de Chavagnes à Montaigu.

Histoire et archéologie

Le côté pair, à gauche en montant la "rue de la Communauté", vit la totalité de ses constructions détruites par la Révolution à la fin de l'année 1793. En 1895, y fut bâtie "l'école amiral Du Chaffault" à l'initiative de Charles de Suyrot, descendant de l'amiral, une école devenue en 2012 le conservatoire de musique de la Communauté de communes "les Terres de Montaigu".

Côté impair, à droite en montant la rue, la petite maison du n°5 était habitée en 1789 par Charles-François Goupilleau, chanoine et chantre de la "[collégiale Saint-Maurice](#)", et parent du conventionnel [Philippe-Ch.-Ai. Goupilleau](#). Une tradition rapportée par "[l'érudit local](#)" [Charles Dugast-Matifeux](#) dit que le 13 mars 1793, il cacha le père de ce dernier afin d'éviter que les manifestants lui fassent passer un mauvais moment¹. Six mois plus tard, le 30 septembre 1793, Charles-Fr. Goupilleau, pris près de "[l'église Saint-Nicolas](#)", fut massacré par les soldats de Kléber et son corps fut jeté avec d'autres dans le puits du [couvent des religieuses fontevristes](#) ; vers 1815, ses restes en seront retirés par le maçon Désiré-Martial Poulain (1782-1854).

Au-dessus, de cette maison, avant d'arriver à l'ancienne sous-chanterrie, se trouve aux n°s 1-3 la demeure, au XVIII^e siècle, des Baudry d'Asson. En 1803, elle fut achetée par Augustin-Moïse Auvynet (1771-1853), fils aîné de Charles Auvynet (1741-1825), le sénéchal de Montaigu

qui fut élu député des Marches communes de Bretagne et du Poitou pour le Tiers-état aux Etats généraux de 1789. Charles Auvynet avait fait construire autour de 1790, à l'actuel n°12 de la "[rue du Vieux Couvent](#)" voisin, la maison ayant abrité la [sous-préfecture de Montaigu](#) en 1809-1810, durant les seize derniers mois de l'existence de celle-ci ; il sera en 1814 le président du tribunal de la Roche-sur-Yon.

Comme leurs voisins les médecins Richard de la Vergne, les Auvynet firent partie des familles de la bourgeoisie montacutaine ayant pris part à l'insurrection vendéenne et qui, exceptionnellement, ne furent pas tués par la répression qui suivit. Augustin-Moïse, fut membre de la municipalité de Montaigu de mars à septembre 1793, puis ensuite un des secrétaires de Charette et à ce titre l'un des signataires du traité de la Jaunaye en février 1795. En avril 1801, dans le cadre de la politique de pacification du premier consul, Bonaparte, il fut nommé maire de Montaigu et le demeura jusqu'en 1811. Cependant, le 8 août 1808, malgré cette charge de maire, il ne semble pas avoir été fâché que sa demeure n'ait pas été retenue pour recevoir Napoléon lors de sa halte à Montaigu... Il fut celui qui remit sur pied la ville de Montaigu après la Révolution, apaisant les esprits autant que cela se pouvait, épongeant ses dettes, obtenant le départ des troupes d'occupation, favorisant le déblaiement de ses ruines et

le relèvement d'une partie de ses bâtiments détruits ou incendiés... et agrandissant son territoire communal².

Sous la Restauration, Augustin-Moïse Auvynet fut élu député (1815-1816), puis fut sous-préfet des Sables-d'Olonne de 1817 à 1830, habitant alors à la Pierre-levée d'Olonne-sur-Mer. Elu président du conseil général de la Vendée en 1848, il s'opposera, dit-on, en décembre 1851 au coup d'état de Louis-Napoléon Bonaparte.

En 1802, [Louis-Marie Baudouin](#) (1765-1835), montacutain né près du "[pont Jarlet](#)", avait fondé à Chavagnes-en-Paillers les Ursulines de Jésus. En 1813, il voulut installer à Montaigu une communauté de cette congrégation, afin d'y restaurer l'ancienne "[école de la Propagation](#)" qui avait été incendiée et ruinée par la Révolution. Ce fut fait grâce à l'acquisition de ces n^{os} 1-3 de cette rue par Jacques-Michel Musset (1781-1839). Celui-ci était un personnage à la vie peu ordinaire : fils du médecin Jacques-René Musset (1781-1839), il s'était marié en 1803 avec Marie-Elisabeth Payraudeau et avait eu une fille l'année suivante. Devenu veuf en 1808, il était entré au séminaire quelques temps plus tard et avait été ordonné prêtre en 1813. Doté d'un fort *ego* qui le portait à vouloir tout régenter, il tomba rapidement en conflit avec les religieuses venues à Montaigu. Les incidents se multiplièrent et les bourgeois voltairiens locaux voulurent y voir un parfum de

scandale, difficile à vivre pour les intéressées³. En janvier 1817, la mort de la nouvelle supérieure de la communauté, Adèle de La Roche Saint-André (1783-1817), fille du maire de Montaigu de 1790, lui fut attribuée ; une mort peut-être due pour une part au harcèlement psychologique et moral exercé par Jacques Musset, mais aussi à la mauvaise santé de la "*victime*" qui avait contracté une "*humeur dartreuse*" lors de ses séjours, en 1794, dans les prisons nantaises⁴. Tout cela entraîna le départ des six autres religieuses, et il faudra attendre 1836 pour que les "*dames de Chavagnes*", appelées par la municipalité de Montaigu, acceptent d'y revenir pour tenir l'école communale de filles⁵.



La "rue de la Communauté" vers la fin des années 1990 (photo Gérard Moreau), avec au long de cette rue :

- 1- la maison dite "[la Sous-préfecture](#)",
- 2- l'école puis conservatoire "[amiral Du Chaffault](#)",
- 3- la maison de Charles-François Goupilleau,
- 4- la demeure d'Augustin-Moïse Auvynet,
- 5- l'ancienne "sous-chantreterie".

Noms anciens ou variantes

Le nom de la "*rue de la Communauté*", fut inventé en 1814 par les créateurs du cadastre, en relation avec la communauté de religieuses qui y

avait été installée cette année-là. Avant la Révolution, la "*rue de la Communauté*", était appelée la "*rue de la Poëlerie*".

Sources ou Références

- ¹ Cité par Georges Laronze, in *Montaigu, ville d'histoire (IV^e-XX^e siècle)*, 1958, p. 75.
- ² Arrêtés et délibérations du conseil municipal de Montaigu, dossier "1793-1837" (A.D.V. 146 R3).
- ³ Garriou (Daniel), "Jacques Musset, accoucheur de paroisse" in *le Marcheton*, n^o9, 2011. Jacques Michel Musset, amené à quitter le diocèse de Luçon, fut en 1818 curé de Touvois où il releva la chapelle de Fréliné, et il fut, en 1837, à l'origine de la paroisse-commune de la Planche.
- ⁴ Garriou (Daniel), "la Mémoire conservée du combat de Fréliné, 15 septembre 1794", in *le Souvenir vendéen*, n^o 273, décembre 2015, p. 2-16. Durant les années 1793, 1794... les témoignages abondent sur les "*pires traitements*" perpétrés dans les prisons nantaises par des gardiens sur certaines de leurs prisonnières quel que soit leur âge (Charles Berriat-Saint-Prix, "la Justice révolutionnaire à Paris et dans les départements", in *le Cabinet historique*, 1863-1871).
- ⁵ Mignen (G.), [les Maîtresses et Maîtres d'école de Montaigu avant et depuis 1789](#), 1907, p. 34.